

**Assemblée générale**

Quarante-huitième session

106^e séance plénière

Lundi 19 septembre 1994, à 15 heures

New York

Documents officiels

Président : M. Insanally (Guyana)*La séance est ouverte à 15 h 45.**Le projet de résolution est adopté (résolution 48/267).***Point 40 de l'ordre du jour (suite)****La situation en Amérique centrale : processus d'établissement d'une paix ferme et durable et progrès réalisés dans la structuration d'une région de paix, de liberté, de démocratie et de développement**

- a) **Rapport du Secrétaire général** (A/48/985)
- b) **Projet de résolution** (A/48/L.63/Rev.2)
- c) **Rapport de la Cinquième Commission** (A/48/992)

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : Ainsi qu'il a été dit ce matin, l'Assemblée est saisie d'un projet de résolution (A/48/L.63/Rev.2) intitulé «Mission de vérification des droits de l'homme et du respect des engagements pris aux termes de l'Accord général relatif aux droits de l'homme au Guatemala».

Je tiens à informer l'Assemblée que l'Équateur s'est porté coauteur du projet de résolution.

L'Assemblée va maintenant se prononcer sur ce projet de résolution. Le rapport de la Cinquième Commission sur les incidences du projet de résolution sur le budget-programme est maintenant disponible dans le document A/48/992.

Puis-je considérer que l'Assemblée décide d'adopter le projet de résolution A/48/L.63/Rev.2?

M. Martini Herrera (Guatemala) (*interprétation de l'espagnol*) : Les déclarations claires et précises que les représentants du Groupe des pays amis du processus de paix au Guatemala ont faites aujourd'hui ont été suivies de l'adoption par consensus du projet de résolution A/48/L.63/Rev.2.

Ma délégation est heureuse de pouvoir exprimer la gratitude de mon pays pour la compréhension dont il a été fait preuve en ce qui concerne l'importance que le Gouvernement guatémaltèque accorde au prompt établissement d'une mission de vérification pour les droits de l'homme au Guatemala et à la mise en oeuvre des dispositions de l'Accord. Nous nous associons à la reconnaissance déjà exprimée pour le rôle joué par le Secrétaire général et le médiateur dans les négociations. De même, nous remercions le Groupe des pays amis, dont l'assistance a été très précieuse dans le déroulement de ce processus qui vise à mettre fin à l'affrontement armé — cause principale de la plupart des violations des droits de l'homme dans mon pays.

Nous saisissons cette occasion pour remercier le Secrétariat, le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires et tous les représentants, en particulier les membres de la Cinquième Commission, dont le travail ardu et le dévouement ont permis l'adoption par consensus de cette résolution au cours de la quarante-huitième session.

L'adoption de cette résolution constitue la mesure indispensable pour permettre au processus de négociation, qui jusqu'à maintenant a obtenu des résultats positifs, d'aboutir à une paix solide et durable au Guatemala et de recouvrer la dynamique dont il a fait preuve au cours du premier semestre de cette année : six accords ont été conclus en six mois sur des questions aussi controversées que délicates, alors que se poursuivait un interminable conflit.

Mon peuple attendait avec impatience cette résolution qui constitue rien moins que la renaissance de la crédibilité. De même, l'établissement et l'action efficace de la Mission permettront de nouveau au calendrier de la négociation d'ouvrir la voie devant mener à la fin du cauchemar et permettre à mon pays de consacrer ses efforts à la recherche du bien-être social et économique, comme il convient à tous les membres de cette communauté.

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : Puis-je considérer que l'Assemblée en a terminé avec l'examen du point 40 de l'ordre du jour?

Il en est ainsi décidé.

Point 123 de l'ordre du jour

Budget-programme de l'exercice biennal 1994-1995 : rapport de la Cinquième Commission (Partie VI) (A/48/811/Add.5)

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : L'Assemblée va maintenant se prononcer sur le projet de décision recommandé par la Cinquième Commission au paragraphe 3 de la partie VI de son rapport (A.48/811/Add.5).

Ce projet de décision a été adopté par la Cinquième Commission sans vote. Puis-je considérer que l'Assemblée souhaite faire de même?

Le projet de décision est adopté.

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : Puis-je considérer que l'Assemblée en a terminé avec l'examen du point 123 de l'ordre du jour?

Il en est ainsi décidé.

Déclaration de clôture du Président

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : Maintenant je voudrais, si vous le permettez, faire quelques obser-

vations à l'occasion de cette dernière séance de la quarante-huitième session de l'Assemblée générale.

Comprenant 184 nations — la quasi-totalité de l'humanité dans sa grande diversité —, l'Assemblée a solennellement entrepris de remplir cette année la mission pour laquelle l'ONU a été créée : maintenir la paix et la sécurité; développer entre les nations et les peuples des relations amicales; et, grâce à la coopération multilatérale, résoudre les problèmes d'ordre économique, social et humanitaire qui touchent l'existence de l'homme sur cette planète.

Depuis le début, nous oeuvrons dans un esprit constructif en nous tournant vers l'avenir, ce qui, je suis heureux de le noter, a été encore le cas tout au long de l'année. Les résolutions et les décisions adoptées dans cette salle, à la suite de négociations patientes qui se sont déroulées dans les salles de conférence et dans les couloirs, montrent qu'avec de la bonne volonté rien n'est impossible et que nombre des choses que nos peuples ont longtemps souhaitées et pour lesquelles ils ont prié sont de plus en plus à notre portée. Nous avons compris que la conjoncture historique actuelle nous offrait de nouvelles possibilités de consensus et de progrès. Travaillant en tenant compte des intérêts communs, en fait mondiaux, tout en évitant des affrontements inutiles, l'Assemblée a montré ce qui peut être réalisé dans un esprit de coopération.

Ce n'est pas à moi de juger si nous avons été à la hauteur des événements. Mais même une sélection arbitraire et partielle des résolutions et des décisions adoptées montrerait que nous avons oeuvré assidûment en faveur de l'instauration de la paix mondiale, du développement et du renforcement des capacités de l'ONU afin de lui permettre de remplir sa mission de paix et de développement.

Nous avons surtout gardé à l'esprit les premiers mots de la Charte : «Nous, peuples des Nations Unies». Nos débats ont invariablement dépassé les frontières nationales et traité directement les questions concernant les peuples : lorsque nous avons examiné le fléau mondial de l'abus de drogue et lorsque nous nous sommes engagés à adopter un plan d'action; lorsque nous avons passé en revue l'action humanitaire de l'Organisation et lorsque nous y avons souscrit pleinement; lorsque nous avons examiné l'universalité des droits de l'homme et pris des décisions pour traduire par des mesures pratiques la Déclaration de la Conférence de Vienne, en particulier au moyen de la création du Bureau du Haut Commissaire aux droits de l'homme; ou bien lorsque nous avons lancé l'Année internationale de la famille. Dans chacun de ces cas, et dans bien d'autres, les

représentants d'organismes non gouvernementaux ont partagé nos réflexions et appuyé nos objectifs.

Au cours de cette Assemblée également, nous avons mené à bien les négociations du droit de la mer — le traité conclu constitue certainement l'acte juridique international le plus important adopté depuis la Charte. Nous avons également mis en marche le Tribunal international pour juger les personnes présumées responsables de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie. Ainsi, et de bien d'autres façons, l'Assemblée générale a témoigné des préoccupations des nations qui veulent que le monde soit régi par le droit et non par la force, la terreur, ou par un équilibre de la terreur.

Les organisations régionales, qui contribuent déjà largement au maintien de la paix, se sont jointes à nous dans notre quête d'un monde sûr et stable, et elles ont maintenant commencé à se réunir sous les auspices de l'ONU pour partager les leçons de l'expérience qui peuvent s'appliquer à l'Agenda pour la paix et aider l'Organisation à satisfaire le désir de l'humanité : mettre fin à la guerre. Reflétant l'esprit de coopération de l'après-guerre froide, l'Assemblée générale a approuvé la décision prise par la Conférence du désarmement de négocier un traité d'interdiction complète des essais nucléaires, qui, espérons-nous, pourra conduire de notre vivant à l'élimination de ces armes horribles.

Permettez-moi de mettre l'accent sur trois faits nouveaux qui pour moi illustrent clairement les énormes progrès réalisés sur la voie de l'instauration de la paix et de la sécurité dans le monde. Lorsqu'elle a adopté le 8 octobre sa première résolution sur la levée des sanctions imposées à l'encontre de l'Afrique du Sud, l'Assemblée est restée sans voix. Plus tard, au cours d'une séance historique, l'Assemblée a fêté joyeusement le retour de ce Membre fondateur au sein de sa famille. Le progrès réalisé par les Sud-Africains dans le règlement de leurs conflits représente le triomphe de l'esprit de dialogue et de consultation sur le racisme. Il est certain que la ferme position adoptée au cours des années par l'Assemblée générale pour ce qui est de l'application des principes de la Charte et de la Déclaration universelle des droits de l'homme a contribué aux changements étonnants qui ont eu lieu dans ce pays. L'adoption des résolutions relatives au Moyen-Orient constitue une évolution historique que peu de personnes pouvaient entrevoir. L'Assemblée générale a apporté un ferme appui politique au processus de paix dans la région, qui, espérons-nous, pourra, malgré les obstacles qui demeurent, aller fermement de l'avant. À l'heure actuelle, une position de

principe a débouché sur une percée, qui, si elle est maintenue, promet d'aboutir au rétablissement de la paix et de la démocratie en Haïti, ce pays bouleversé.

De tels événements, que ce soit en Afrique du Sud, au Moyen-Orient ou en Haïti, nous portent à espérer une issue pacifique aux conflits décourageants et aux guerres civiles qui persistent en Afghanistan, dans de nombreux États de l'ex-Union soviétique et de l'ancienne Yougoslavie, en Afrique de l'Est, en Afrique centrale et en Afrique de l'Ouest. Le coût du conflit est lourd, non seulement pour les victimes immédiates, mais aussi pour ceux qui doivent payer pour y trouver remède. À une époque où les ressources à consacrer au développement sont rares, nous ne pouvons nous permettre le coût élevé d'opérations humanitaires et autres opérations de secours que la diplomatie préventive et un investissement relativement faible dans une présence de l'ONU pourraient éviter.

(Le Président poursuit en espagnol)

J'en viens maintenant au développement. Guidée par les orientations contenues dans le premier rapport du Secrétaire général intitulé «Agenda pour le développement», l'Assemblée générale a entrepris un examen approfondi du rôle de l'Organisation. Les vastes consultations qui se sont déroulées sur ce thème en juin de cette année, conformément à la résolution 48/166 de l'Assemblée, ont réaffirmé le caractère réciproque des intérêts des pays développés et des pays en développement. Au cours des audiences mondiales, auxquelles ont participé des représentants gouvernementaux et non gouvernementaux, il a été demandé que les Nations Unies jouent un rôle plus dynamique dans la promotion de l'«Agenda pour le développement».

On a en effet estimé que la majeure partie des activités visant à promouvoir le développement s'effectuaient en dehors de l'Organisation et qu'il fallait qu'elles occupent à nouveau la place prévue par la Charte. Dans ce cadre, les institutions de Bretton Woods se retrouveraient plus directement dans le giron des Nations Unies afin de permettre une meilleure coordination de tous les efforts visant à promouvoir le développement. On pourrait fusionner certains organismes pour réduire au minimum le chevauchement d'activités et permettre d'utiliser au mieux les ressources disponibles. De nombreux participants ont demandé que l'on dote le Conseil économique et social des moyens de surveiller l'évolution de l'économie mondiale.

Ces diverses recommandations, dont certains pourraient penser qu'elles sont radicales et de vaste portée, traduisent selon moi le mécontentement général quant au rôle de

l'Organisation en matière d'activités de développement, en même temps que le désir de tous d'obtenir la relance de l'économie mondiale. Les politiques et stratégies du passé ont de toute évidence échoué et il convient de les revoir pour réaliser les progrès tant attendus.

(Le Président poursuit en français)

Un effort international concerté est la condition préalable du développement mondial durable. Sa principale dynamique repose sur une volonté politique qui, jusqu'ici, a fait cruellement défaut. Nous espérons donc ardemment que le Sommet mondial pour le développement social, qui doit avoir lieu l'année prochaine à Copenhague, suscitera la prise de conscience et l'engagement qui s'imposent d'urgence si l'on veut s'engager dans la voie du progrès.

Les trois thèmes principaux sur lesquels le Sommet mettra l'accent, à savoir la pauvreté, le chômage et l'intégration sociale, concernent aussi bien les pays en développement que les pays industrialisés. La pauvreté ne touche pas seulement les pays du Sud. Le chômage, fléau des petits pays et des pays pauvres, sévit désormais dans les pays du Nord. Au Nord comme au Sud, les sans-abri, la maladie et la dégradation sociale sous toutes ses formes sont autant de problèmes qui ont acquis un caractère permanent. Il est temps de mettre en pratique les concepts d'interdépendance et de coopération internationale afin de combattre ces maux qui menacent notre civilisation.

(Le Président reprend en anglais)

Je voudrais à présent dire quelques mots au sujet des activités de l'Assemblée destinées à préparer le système des Nations Unies à faire face aux situations nouvelles. Cette année, nous avons trouvé le moyen de sortir de l'impasse dans les relations entre le Conseil économique et social et les organes opérationnels. Je suis reconnaissant à cet égard à notre collègue, l'Ambassadeur du Bénin, qui m'a aidé dans cet effort. Toutefois, l'Assemblée s'est essentiellement employée à devenir un comité plénier pour examiner sous tous ses aspects le rôle du Conseil de sécurité, organe auquel la Charte confère la responsabilité principale du rétablissement et du maintien de la paix.

La décision de l'Assemblée de créer un Groupe de travail à composition non limitée chargé d'examiner la question de la représentation équitable au Conseil de sécurité et de l'augmentation du nombre de ses membres, ainsi que toutes les questions relatives au Conseil de sécurité, a été une initiative opportune pour préserver l'efficacité de

l'Organisation des Nations Unies en tant que gardienne de la paix mondiale.

J'ai eu l'honneur de présider cet important organe et, partant, je crois être en mesure d'affirmer que nous avons pris un bon départ dans notre quête d'un Conseil plus efficace, plus ouvert et plus représentatif. Les vues présentées par les États Membres étaient si claires et si succinctes que l'on peut d'ores et déjà discerner les grandes lignes de ce que le Conseil de sécurité pourrait devenir. Je suis très reconnaissant de leur concours à toutes les délégations et à mes deux dynamiques vice-présidents, les Ambassadeurs de Finlande et de Singapour. De même, je suis gré de leur efficacité aux hauts fonctionnaires du Secrétariat qui nous ont permis de faire avancer nos travaux au cours de cette session.

Bien sûr, il faudra un certain temps avant que ces vues se transforment en bases d'accord. Le fait que toutes les questions s'imbriquent exigera des progrès simultanés sur tous les fronts. Dans l'intervalle, plusieurs mesures importantes ont été prises pour assurer une meilleure communication entre le Conseil et l'Assemblée. Selon moi, de telles initiatives permettent d'établir entre les deux organes des relations davantage marquées par la coopération et, aux termes de la Charte, de créer entre eux un harmonieux équilibre.

J'en arrive maintenant à la question de la réforme et du financement du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies. L'Assemblée générale a approuvé pour l'exercice 1994-1995 un budget qui tient compte de la plupart des mesures de restructuration jugées nécessaires par le Secrétaire général pour permettre au Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies de poursuivre sa revitalisation et de s'acquitter plus efficacement de ses tâches. Par la suite, l'Assemblée a créé le Bureau des services de contrôle interne et nommé son premier directeur. Toutefois, ces mesures ne règlent pas le problème fondamental, qui est que les États ne s'acquittent pas en temps voulu des obligations financières qui leur incombent en tant que Membres de l'Organisation et en tant que signataires de la Charte. L'ONU, il faut le redire, ne peut s'acquitter efficacement de ses fonctions à moins qu'elle ne soit dotée des ressources humaines et financières suffisantes pour lui permettre de mener à bien ses missions de paix et de développement. Dans la mesure où les contributions budgétaires mises en recouvrement ne sont pas versées, cette phase des travaux de la quarante-huitième session de l'Assemblée générale reste inachevée. Par conséquent, nous invitons tous les États à témoigner de leur engagement en s'acquittant de leurs

obligations envers l'Organisation des Nations Unies et envers le monde.

Tout compte fait, la quarante-huitième session de l'Assemblée générale a été remarquablement active. Non seulement les questions inscrites à son ordre du jour ont été de vaste portée, mais encore le rythme de ses travaux s'est beaucoup intensifié. Cela me paraît refléter la volonté de l'Assemblée de revendiquer le patrimoine que lui a légué la Charte. À présent que les contraintes de la guerre froide ont disparu, l'Assemblée est prête à jouer le rôle qui lui revient dans les affaires internationales.

Le Groupe de travail sur la revitalisation de l'Assemblée générale a élaboré, sous la présidence assidue des Ambassadeurs de Sri Lanka et de l'Ouganda, un nouveau rapport. Je suis heureux de noter qu'il a été demandé au Président de l'Assemblée de proposer, à la suite de consultations, des moyens de faciliter une discussion approfondie par l'Assemblée de questions contenues dans les rapports présentés par le Conseil de sécurité. Cette mesure permettra certainement d'associer l'Assemblée aux questions vitales relatives à la paix et à la sécurité internationales et de lui permettre de participer aux discussions y ayant trait. Je ne vois pas pourquoi cela ne vaudrait pas aussi pour les rapports d'autres organes.

Le rôle attribué à l'Assemblée en vertu de la Charte est, à mon avis, très important. Pour qu'il soit véritablement rempli, l'Assemblée doit continuer d'examiner sérieusement ses méthodes et ses procédures pour déterminer si elles sont réellement efficaces. J'exhorte donc le Groupe de travail à accélérer l'examen de cette importante question et à élaborer rapidement des mesures en vue d'une nouvelle amélioration. Personnellement, j'espère que ces mesures en compteront une destinée à assurer des ressources adéquates au bureau du Président. L'expérience montre que les responsabilités de la présidence s'accroissent parallèlement aux activités de l'Assemblée.

J'ai eu le véritable privilège d'occuper le poste de Président de l'Assemblée au cours de cette année particulièrement intéressante. Maintenant que je suis sur le point de quitter ce poste, je souhaite redire ma reconnaissance pour tout l'appui que j'ai reçu en tout temps de la part du gouvernement de mon pays, du Groupe des États d'Amérique latine et des Caraïbes, qui m'a fait le grand honneur de proposer ma candidature à la présidence, ainsi que de tous les États Membres. Je suis particulièrement redevable aux vice-présidents et aux présidents de commissions qui ont grandement contribué aux résultats positifs de cette session.

Au nom de l'Assemblée, je voudrais remercier tout particulièrement le Secrétaire général et son personnel dévoué pour l'aide qu'ils nous ont apportée afin de nous permettre de nous acquitter de nos nombreuses responsabilités. Nous demeurons profondément reconnaissants pour la coopération pleine et immédiate apportée par le personnel du Bureau des affaires de l'Assemblée générale ainsi que par les toujours dévoués interprètes et autres membres du personnel des services de conférence. Enfin, j'aimerais remercier très chaleureusement mon propre personnel, peu nombreux, dont le travail inestimable a permis au bureau du Président de fonctionner harmonieusement en tout temps. Je ne saurais trop louer les efforts constants qu'il a déployés.

Je conclurai sur la même note que celle par laquelle j'ai entamé ma présidence. En ce point tournant de l'histoire de l'humanité, l'ONU doit se renouveler et se restructurer afin d'être mieux adaptée au contexte changeant du monde contemporain. Toutefois, pour y parvenir avec succès, nous — à l'instar des auteurs de la Charte — devons avoir une vision claire du monde que nous voulons édifier pour le XXIe siècle. Comme nous le rappelle le Livre des Proverbes,

«Quand il n'y a plus de vision, le peuple est sans frein» (*La Bible, Proverbes 29:18*).

C'est ce qui pourrait arriver à l'ONU si nous ne réfléchissons pas rapidement à la façon dont nous lui permettrons de devenir véritablement, ainsi que le prévoit la Charte, un centre où s'harmonisent les efforts des nations vers ces fins communes.

Point 2 de l'ordre du jour (*suite*)

Minute de silence consacrée à la prière ou à la méditation

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : Comme le veut la tradition, je vais maintenant, avant de clore la présente session, inviter l'Assemblée à consacrer une minute de silence à la prière ou à la méditation. J'ai toujours pensé qu'il s'agissait là d'une pratique utile, car le silence peut parfois être véritablement plus éloquent et plus enrichissant que la parole. Comme le disait George Santayana :

«Ô monde, tu ne fais pas le meilleur choix!
Il n'est pas sage d'être seulement sage
Et sur le monde intérieur de fermer les yeux,
Mais il est sage d'écouter son coeur».

Profitons donc de cette minute de silence pour écouter notre coeur, et pénétrés d'une vision intérieure d'un monde meilleur hâtons-nous d'en faire une réalité.

Les membres de l'Assemblée générale observent une minute de silence.

Clôture de la session

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : Je déclare close la quarante-huitième session de l'Assemblée générale.

La séance est levée à 16 h 15.